

somme, seul responsable des articles de ce journal. Il rappelle que M. Pyat s'est toujours dérobé prudemment aux dangers auxquels l'exposaient les violences de ses polémiques et de ses discours. Sous la réaction présidentielle comme sous l'empire, M. Pyat a eu le don de ne suivre ni sur les bancs des tribunaux bonapartistes ni en prison, les hommes qu'il avait entraînés ; la fuite lui est toujours restée familière. Lors de l'enterrement de Victor Noir, M. Pyat s'est abrité derrière une fenêtre, et, le lendemain, il était de ceux qui condamnaient à grands cris la conduite si sage de MM. Delescluze et Rochefort qui n'avaient pas voulu mener le peuple de Paris à une boucherie certaine.

M. Pyat, conclut M. Rochefort, a agi avec mauvaise foi ; il est un lâche et un poltron comme il l'a toujours été. Vous le savez aussi bien que moi, M. Delimal ; — il ne mérite que du mépris, et je me suis juré de n'avoir avec lui aucune relation politique bien que nous ayons des convictions communes. Pour moi, je ne saurais comprendre qu'un homme de cœur puisse actuellement avoir d'autre souci que la délivrance du sol national. C'est pourquoi j'ai consenti à faire partie du gouvernement, à accepter un fardeau dont je me délivrerai avec bonheur quand la patrie sera sauvée, pour ne plus jamais le reprendre. A la prochaine sortie périlleuse, je suis résolu à marcher à la tête des troupes. Je défie M. Pyat de m'accompagner ; je suis sûr qu'il ne viendra pas.

Les gardes nationaux, indignés, auraient voulu que justice fut faite du *Combat* et de son rédacteur. « Non, non, s'écrie M. Rochefort. Respectez jusqu'au bout la liberté de la presse, laissez caïonné. Nous méprisons cela, nous. Que L. Félix Pyat n'ait pour juges que sa conscience, et, ce qui vaut mieux, l'opinion publique. »

31 Octobre.

PARTIE OFFICIELLE.

Le Gouvernement de la défense nationale.

Considérant que, dans la crise suprême que traverse la France, tous les citoyens doivent se lever, combattre et, s'il le faut, mourir pour chasser l'étranger ; — Considérant qu'en raison de leurs sacrifices, ils sont en droit d'attendre pour leurs familles l'appui de la patrie, décrète :

Article unique. — La France adopte les enfants des citoyens morts pour sa défense.

Elle pourvoira aux besoins de leurs veuves et de leurs familles qui réclameront le secours de l'Etat.

(Suivent les signatures.)

PARTIE NON OFFICIELLE.

Paris, le 30 octobre 1870.

M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris ; il s'est transporté sur-le-champ au ministère des affaires étrangères.

Il a rendu compte au Gouvernement de sa mission. Grâce à la forte impression produite en Europe par la résistance de Paris, quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, se sont ralliées à une idée commune.

Elles proposent aux belligérants un armistice, qui aurait pour objet la convocation d'une assemblée nationale. Il est bien entendu qu'un tel armistice devrait avoir pour conditions le ravitaillement proportionné à sa durée, et l'élection de l'assemblée par le pays tout entier.

Le Gouvernement vient d'apprendre la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz. Le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts, que le manque de vivres et de munitions ne leur permettait plus de continuer. Ils sont prisonniers de guerre.

Cette cruelle issue d'une lutte de près de trois mois causera dans toute la France une profonde et pénible émotion. Mais elle n'abattra pas notre courage. Pleine de reconnaissance pour les braves soldats, pour la généreuse population qui ont combattu pied à pied pour la patrie, la ville de Paris voudra être digne d'eux. Elle sera soutenue par leur exemple et par l'espoir de les venger.

LA SITUATION DE PARIS.

Les communications qui précèdent, publiées dans le *Journal officiel* dès le matin, ont été également affichées dans tous les quartiers de Paris, dont la population a été presque aussitôt sous le coup d'une émotion fiévreuse. Sur divers points, des gardes nationaux en armes ou sans armes, ayant au milieu d'eux leurs officiers, ont discuté avec énergie la nouvelle de la reddition de Metz, l'ouverture indirecte faite par le Gouvernement de la défense, au sujet de l'examen de la proposition d'armistice de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie et de l'Autriche, l'échec essuyé hier par le général de Bellemare au Bourget. Ces trois questions successivement examinées ou plutôt confondues par les orateurs qui en tiraient des conclusions irritantes contre le Gouvernement de la défense, ont bientôt été le point de départ d'une manifestation

qui a conduit la foule des quartiers les plus éloignés sur la place et les abords de l'hôtel de ville.

La disposition des esprits parmi les principaux acteurs de la manifestation, n'était point partout la même. La majorité des gardes nationaux demandait à marcher à l'ennemi, sans plus d'hésitation, et en masse ; les socialistes se faisaient reconnaître aux cris de : à bas le Gouvernement ! Vive la Commune ! On entendait également les cris de : pas d'armistice ! la guerre jusqu'à la mort ! à bas Thiers !

Vers 2 heures 3/4, une dizaine de bataillons de la garde nationale sans armes sont réunis devant l'hôtel de ville. Des drapeaux et des pancartes sur lesquels on lit : pas d'armistice ! Vive la République ! Résistance à mort ! sont promenés au milieu des bataillons.

Sur ces entrefaites, on distingue le 180^e bataillon qui est en armes ; mais bientôt les hommes qui le composent ont la précaution de mettre leur fusil en bandouillère et la crosse en l'air. De temps à autre, on aperçoit des membres du Gouvernement aux fenêtres de l'hôtel de ville. Ils sont accueillis par les cris de vive la République !

A 3 heures, la place et ses abords sont complètement remplis de monde. Tout-à-coup, un, puis deux, puis trois coups de feu retentissent. Est-ce un signal, sont-ce des incidents dus à l'imprudence des hommes armés, sont-ce des coups tirés par des gardes contre les partisans de la Commune ? Toujours est-il que la panique s'empare de la foule. Celle-ci se sauve en tous sens. Des gardes nationaux s'écrient : Allons chercher nos armes ! Il faut redescendre sur l'hôtel-de-ville. Des femmes, des enfants et des curieux qui ne peuvent résister au flot des fuyards tombent au milieu de la boue ou sur les trottoirs et parviennent difficilement à se relever. La place devient presque déserte, mais les quais, les boulevards et les rues adjacentes restent encore pleins de curieux voulant connaître le résultat de ce que l'on entend appeler partout une journée. Les boutiques et les cafés de tous les quartiers environnants se sont aussitôt fermés.

Grâce à cette panique, des groupes qui demandaient la Commune sont parvenus à s'introduire dans les salles de l'hôtel-de-ville, réclamant la nomination immédiate d'un conseil municipal et la levée en masse. Vers midi, le gouvernement de la défense, par l'organe de M. Etienne Arago, maire de Paris, avait promis de prendre une détermination à cet égard, sans combattre a priori la proposition. La difficulté pourra donc être résolue sans lutte et sans effusion de sang. C'est du moins ce que l'on espère.

D'après les derniers avis reçus au moment de mettre sous presse, M. Dorian, ministre actuel des travaux publics, serait nommé, d'accord avec le gouvernement, président de la défense. D'autres affirment que M. Dorian est nommé seulement : président de la Commune, le général Trochu et ses collègues conservant leurs fonctions.

Quant à la levée en masse, elle serait immédiatement décrétée et la municipalité serait nommée dans les quarante-huit heures.

P.S. — M. Thiers est reparti du ministère des affaires étrangères à 3 heures 1/4 pour retourner à Versailles. M. Thiers est monté dans un coupé suivi d'un fiacre dans lequel se trouvaient deux malles.

On assurait que le général Trochu et M. Jules Favre devraient accompagner M. Thiers à Versailles. Mais on ignore si les événements qui ont eu lieu dans l'après-midi à l'hôtel-de-ville ont permis de donner suite à ce projet du président et du vice-président de la défense nationale.

RAPPORTS MILITAIRES.

30 octobre, 5 h. 1/2 soir.

Le Bourget, village en pointe en avant de nos lignes, qui avait été occupé par nos troupes, a été canonné pendant toute la journée d'hier sans succès par l'ennemi. Ce matin, de bonne heure, des masses d'infanterie, évaluées à plus de 15,000 hommes, se sont présentées de front, appuyées par une nombreuse artillerie, pendant que d'autres colonnes ont tourné le village, venant de Dugny et de Blanc-Ménul. Un certain nombre d'hommes qui étaient dans la partie Nord du Bourget ont été coupés du corps principal et sont restés entre les mains de l'ennemi. On n'en connaît pas exactement le nombre en ce moment. Il sera précisé demain. Le village de Drancy, occupé depuis 24 heures seulement, ne se trouvait plus appuyé sur sa gauche ; et le temps ayant manqué pour le mettre en état respectable de défense, l'évacuation a été ordonnée pour ne pas compromettre les troupes qui s'y trouvaient. Le village du Bourget ne faisait pas partie de notre système général de défense ; son occupation était d'une importance très-secondaire et les bruits qui attribuent de la gravité aux incidents

qui viennent d'être exposés sont sans aucun fondement.

INCIDENTS DU SIÈGE.

C'est grâce à son artillerie que l'ennemi a pu nous déloger de nos positions. Le Bourget et Drancy ont été battus pendant plusieurs heures par une vingtaine de pièces à longue portée. Du côté de Drancy, toutefois, nos pertes ont été à peu près nulles ; l'ennemi croyant nos troupes confinées du parc de M. Ladoucette y a fait pleuvoir des obus ; les arbres seuls en ont souffert. On a constaté que le tir des prussiens était peu efficace. Ainsi, le clocher de l'église de Drancy, au sommet duquel la marine avait établi la veille un appareil électrique, ayant été canonné par eux pendant plus d'une heure, n'a pas été touché une seule fois. Par suite d'une incurie qu'on ne peut expliquer les mobiles sont restés près de quarante huit heures sans vivres ; leur cantine même n'est arrivée qu'à trois heures, par contre, les troupes de ligne ont reçu leur distribution ordinaire. Vers quatre heures et demie l'Amiral la Roncière le Noury, qui stationnait dans une maison du village de Bobigny, a donné l'ordre aux mobiles du 9^e bataillon de la Seine à un détachement d'infanterie de marine, ces derniers avec une batterie d'obus de campagne, de se porter sur Drancy, les mobiles devaient laisser leurs sacs. A la même heure, 6 mitrailleuses, 6 pièces de canon, étaient dirigées par le faubourg St-Denis, du côté de la Villette.

Le général de Bellemare qui a dirigé l'affaire du Bourget commandait un régiment d'infanterie dans l'armée du maréchal MacMahon. Il est un des officiers qui refusèrent de reconnaître la capitulation de Sedan, et il parvint à rallier Paris, où il arriva quelques jours avant l'investissement. Son mérite et ses services distingués le firent nommer général de brigade par le gouvernement de la défense nationale. Il a été attaché, pendant la deuxième République, à l'état-major du général de La Moricière, qui avait pour lui la plus grande estime. Le général Bellemare n'a que quarante six ans, il est appelé à un bel avenir militaire. Les batteries du Point-du-Jour et Montemart et les canonniers de l'île de Billancourt ont vivement canonné ce matin les ouvrages ennemis situés à la Guette et dans le voisinage de St-Cloud. La redoute de la Guette, que nous avions commencée à construire quand l'arrivée des Prussiens nous contraignit à l'abandonner, avait été prise par ceux-ci qui s'y étaient fortement retranchés. Ces ouvrages de l'ennemi sont aujourd'hui complètement détruits.

Il y avait hier dimanche affluence énorme à St-Denis. Cette petite ville était envahie par les parisiens, venus pour voir des parents et des amis qui y sont casernés et beaucoup d'entre eux aussi par l'attrait que donnait à ce voyage sa proximité avec le village du Bourget. On cherchait à entrevoir le lieu où se passait l'action et du côté du fort de l'Est, sur un petit promontoire, cinq ou six cents curieux, munis de lunettes, tâchaient d'apercevoir les prussiens. La canonnade était des plus vives et il avait de quoi régaler les plus avides émotions. On distinguait même par moments le bruit des feux de pelotons, et lorsque quelques minutes de calme se produisaient on entendait les forts de Rosny et d'Aubervilliers qui cherchaient à se mettre de la fête. Toute l'après-midi a été fort animée de ces côtés, et, lorsqu'il a fallu rentrer à Paris la difficulté, malgré les moyens de transport, de trouver des voitures était telle, qu'avant leur arrivée dans la ville de St-Denis elles étaient retenues pour le trajet suivant, c'est-à-dire pour retourner à Paris. Aussi, bon nombre de personnes se sont-elles bravement embarqué, à pied, et la route si longue de St-Denis aux fortifications était littéralement couverte de piétons sans compter les centaines de voitures de toutes sortes chargées de monde. Mais, où l'encombrement était des plus considérables, c'était à la rentrée aux portes. Nous avons compté pour notre part plus de deux cents véhicules de toutes sortes qui attendaient leur tour. Cette file interminable était des plus curieuses et a duré jusqu'à la fermeture des ponts Levis.

Les 266 chefs de bataillons de la garde nationale de la Seine et les commandants de neuf secteurs se sont réunis à l'état-major, place Vendôme, pour traiter la question de l'organisation des bataillons des volontaires. M. Jules Favre assistait à cette réunion.

Nogent-sur-Marne est toujours occupé par les Français. Les Prussiens ne sont qu'à Champigny. Tous les ponts ayant été détruits, on en a établi un en bateaux pour le service de nos soldats.

1er Novembre.

On lit dans le *Journal officiel* :

L'Hôtel-de-Ville, envahi dans la journée pendant la délibération des membres du Gouvernement, a été délivré, cette nuit, grâce au concours épressé de la garde nationale et de la garde mobile, sans effusion de sang. Nous publierons demain les détails qui permettront à l'opinion publique d'apprécier les faits. Le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour empêcher le retour de pareils désordres.

Le Gouvernement doit mettre en garde les électeurs contre toutes convocations hâtives, de quelque nature qu'elles soient. Les mesures discutées hier en conseil du Gouvernement doivent être soumises ce matin à une nouvelle délibération.

Résumé des événements.

L'HOTEL DE VILLE

La douloureuse nouvelle de la capitulation de Metz et la reprise du Bourget par les Prussiens, avaient produit sur la population parisienne une émotion facile à comprendre. La coterie ultra-radicaliste a voulu en profiter pour réaliser ses projets, et hier, de 2 à 3 heures de l'après-midi, appuyée par une fraction de la garde nationale, elle a envahi l'Hôtel-de-ville et proclamé ce qu'on appelle la Commune. De 3 à 8 heures, Paris a vécu, du reste, sans bien savoir ce qui se passait à l'hôtel-de-ville. Selon les uns, tout se bornait à l'acceptation par le Gouvernement provisoire du programme de la Commune. Selon les autres, le Gouvernement provisoire était renversé et remplacé par MM. Blanqui, Florens, Ledru-Rollin, Pyat, Mottu, Greppo, Delescluse, Victor Hugo, Louis Blanc, auxquels on adjoignait MM. Dorian et Rochefort. C'est cette dernière version qui pendant quelques heures a failli se réaliser. Les meneurs de l'invasion de l'Hôtel-de-Ville ont en effet tenu en charte privée pendant assez longtemps les membres du Gouvernement provisoire, voulant les obliger à donner leur démission. C'est à 5 heures, que la salle des délibérations du Gouvernement à l'Hôtel-de-Ville fut envahie et qu'un individu montant sur une table, proclamait la déchéance du Gouvernement. M. Florens dirigeait les envahisseurs et venait signifier la volonté des citoyens qui avaient décidé l'installation immédiate d'une commune par un vote improvisé dans une salle voisine.

M. Ernest Picard, comprenant le danger, parvint à s'échapper et se rendit au ministère des finances où il prit les mesures nécessaires pour organiser la résistance, tandis que ses collègues étaient retenus prisonniers par les factieux. M. Picard envoya des ordres écrits et signés à l'état-major du Gouverneur, à l'état-major de la garde nationale et ordonna de battre la générale dans tous les quartiers de Paris. Il fit occuper l'imprimerie nationale, défendit au *Journal officiel* de rien imprimer et envoya dans tous les ministères en prévenant de se tenir sur la défensive.

Vers huit heures, le général Trochu et M. Jules Favre furent délivrés par le 100^e bataillon de la garde nationale arrivé le premier sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Les autres membres du Gouvernement étaient gardés à vue par les hommes du bataillon de Florens.

Un messenger de l'Hôtel-de-Ville, porteur d'un ordre de Blanqui, s'étant présenté au ministère des finances, fut arrêté. M. Picard conserve l'ordre comme pièce de conviction de l'usurpation des pouvoirs de Blanqui en dehors de l'assentiment national.

L'amiral de la Roncière, l'amiral de Chailly et leurs états-majors viennent se mettre à la disposition de M. Picard, improvisé ministre général de Paris et qui dans toute cette affaire a montré une présence d'esprit et un sang-froid digne des plus grands éloges.

Vers dix heures, M. Picard se rendit auprès du gouverneur de Paris qui organisait de son côté avec énergie le rétablissement de l'ordre. Tandis que plusieurs bataillons de mobiles se réunissaient par ses ordres, la garde nationale se réunissait à l'état-major de la place Vendôme. De 11 heures à minuit, de nombreux bataillons de la garde nationale et de mobiles défilaient vers l'Hôtel-de-Ville où MM. Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon et Magnin étaient retenus en otage par deux bataillons de Belleville. M. Jules Favre a fait preuve d'une grande fermeté. Il a refusé constamment de donner sa démission, en déclarant que tenant son mandat de la population entière, il ne se retirerait que devant un gouvernement régulièrement élu. Les factieux qui entouraient Florens demandaient que les membres du Gouvernement fussent arrêtés et envoyés à Vincennes. Quelques-uns proféraient des menaces.

Vers minuit et demi sept bataillons de garde mobile étaient concentrés derrière l'Hôtel-de-Ville dans lequel les bataillons de Belleville s'étaient barricadés. Une compagnie de mobiles étant parvenue à pénétrer par une petite porte, alla ouvrir une des grandes portes par laquelle pénétrèrent bon nombre de leurs camarades, refoulant peu à peu les factieux dans les étages supérieurs.

De nombreux bataillons de la garde nationale arrivaient en même temps de tous côtés, au secours du gouvernement, aux cris de : *Vive la République ! Vive Trochu !*

On parle de quelques coups de feu tirés dans la bagarre, sans qu'on sache d'où ils sont partis. L'incident, du reste, n'a eu de suite fâcheuse pour personne. Les mobiles n'ont pas même eu à faire usage de la baïonnette, leur seule présence ayant suffi pour dissiper l'ennemi.

Les mobiles, une fois maîtres de l'Hôtel-de-Ville, ont enfermé les factieux dans les caves, puis les ont fait sortir, après

les avoir désarmés, et les ont relâchés. A 3 heures du matin, tout était rentré dans l'ordre. L'Hôtel-de-Ville est fermé, et derrière les grilles, les gardes nationaux (non plus ceux de Belleville), veillent autour de leurs faïsses. Cette solution était facile à prévoir. L'envahissement de l'Hôtel-de-Ville n'a été qu'une surprise, et dès 6 heures, l'attitude de la garde nationale en général, indiquait assez qu'elle ne ratifierait pas tout ce qui venait de se passer. Les factieux auraient été expulsés beaucoup plus tôt de l'Hôtel-de-Ville, si on avait voulu, mais on tenait à rétablir l'ordre sans conflit et sans effusion de sang, et c'est ce qui est arrivé fort heureusement. Que la province ne s'effraie donc pas du récit de ces événements : ils ont montré en définitive, une fois de plus l'isolement et l'impopularité du parti du désordre. La population parisienne est indignée d'une tentative dont le succès ne pouvait que servir les projets de M. de Bismarck, et elle se montre très-décidée à faire désormais un mauvais parti à ceux qui chercheraient encore à jeter le trouble et la désunion dans les rangs des citoyens.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Tours, 3 novembre.

Ici l'on fait toute sorte de suppositions sur les allées et venues de l'armée de la Loire : où est-elle ? nul ne le sait. Nous serions très-heureux que les Prussiens ne fussent pas mieux informés que nous. Du reste, vous remarquerez que les mouvements militaires, aussi bien des Français que des Prussiens, sont complètement ignorés : nos journaux ne publient pas de dépêches et le gouvernement sur ce point a adopté une réserve que nous ne saurions blâmer.

Hier, il s'est produit à Tours un incident, dont on aurait tort de grossir la portée : des gardes nationaux se sont rendus en députation auprès de M. Gambetta, pour lui demander des armes. Le ministre a répondu qu'il n'en avait pas pour armer tout le monde.

Ce que nous pouvions voir, c'est que les armes sont distribuées à des corps spéciaux. Presque chaque jour, il part des détachements qui vont harceler l'ennemi. Ces corps détachés reudent d'immenses services, et ils provoquent chez l'ennemi une irritation très-vive, en même temps qu'une circonspection qui l'empêche d'envoyer ses maraudeurs de tous les côtés. Mais ce qui surout nuit à l'ennemi, c'est que les franc-tireurs visent les chefs et tuent presque tous les officiers sans se découvrir eux-mêmes.

Le Gouvernement s'est décidé enfin à donner satisfaction à l'opinion publique en supprimant la commune de Marseille et en révoquant M. Esquiros, que remplace M. Gent. Celui-ci est un républicain ardent, mais il sera plus modéré. Cette mesure nous donne lieu d'espérer que la commune de Lyon aura bientôt son tour et que l'ordre sera rétabli dans cette ville avant que les Prussiens ne soient arrivés devant ses murs.

Quelle suprême dérision ! Voilà les journaux prussiens et Anglais qui nous donnent des détails sur l'ordre de la marche des Français entrant en Allemagne. Nos soldats que nous avons vu partir acclamés par la foule, viennent de franchir la frontière, ils vont s'établir sur tous les points de l'Allemagne. Mais hélas ! ils entrent en vaincus, après avoir passé sous les fourches caudines, après avoir subi l'affront de déposer leurs armes devant le vainqueur !

Nous avons notre faiblesse, nos illusions. Jusqu'à ce matin nous n'avions pas voulu ajouter foi à la prise de possession de Metz par les Prussiens ; nous avions cru que, au moment de livrer la citadelle à leurs armes, il se produirait une révolte de la commune dans l'âme de nos soldats et de leurs chefs, et que quelque grand acte d'héroïsme viendrait ou réparer le désastre ou venger l'honneur national.

Ce sentiment était si naturel que pendant deux jours le bruit a persisté que Metz avait fermé ses portes, que l'armée n'avait pas ratifié la capitulation. Encore une illusion qui tombe. Le *Moniteur* ne nous donne-t-il pas ce matin les dépêches prussiennes racontant la capitulation et ses suites, et l'entrée du jour du maréchal Bazaine. C'en est fait cette fois.

L'armée de Metz a capitulé avec la faim : Metz n'avait plus de vivres, et nos soldats épuisés par les privations ne pouvaient plus tenter un dernier effort. Nous devons le croire : le 27, l'armée française était vaincue par la famine. Nous admettrons tout ce qu'on voudra. Mais nous répondrons encois c'était il y a trois semaines qu'il fallait faire une trouée. Jamais personne ne nous mettra dans l'esprit que 120,000 Français ayant huit jours de vivre et de munitions, étaient incapables de se frayer un passage à travers 200,000 Allemands. Le maréchal Bazaine oserait-il affirmer qu'il n'aurait pas pu tenter l'aventure ? Mais il sera dit que toutes les hontes nous sont réservées. Depuis deux mois la France s'était prise d'une admiration enthousiaste pour l'héroïque armée de Metz ; elle comptait que bientôt cette armée, allée à la tête des phalanges nouvelles, tirées du sein de la nation, achever la guerre sainte en écrasant l'envahisseur ; et voilà qu'il n'en reste plus rien.

Somme-nous assez humiliés ? Payons-nous assez cher les fautes accumulées ? Et comment sortir de là honorablement ? Hélas ! quand de telles questions peuvent être posées, c'est que la réponse est facile, visible, et malheureusement trop claire.

Il y a en France, et c'est notre consolation au milieu de nos désastres, une partie de la population qui est énergique, qui voudrait